

C'est vraiment scandaleux que le gouvernement fasse quelque chose chaque fois que Massey-Ferguson et Chrysler ont besoin d'aide. Il est maintenant question d'aider la société White Equipment et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) est tout à fait disposé à le faire. Il est d'ailleurs en train d'examiner la question. Pourtant, les jumeaux de l'Atlantique que sont le vice-premier ministre et le nouveau ministre du Travail (M. Regan) ont été au pouvoir pendant plus de dix ans et ils auraient pu faire quelque chose au sujet de Sysco. A une époque, il était question du projet de Gabarouse. On voulait construire une nouvelle aciérie à cet endroit, puis, on a parlé du projet de Greenfields. Il en a été longtemps question. Si je me souviens bien, le député de Cap-Breton-The Sydneys, devenu le sénateur Muir, avait questionné à ce sujet l'actuel vice-premier ministre. Après tout ce temps, ils doivent repartir à zéro et rien n'est fait: c'est presque de la négligence criminelle. Malgré cela, grâce à une gestion améliorée et certains autres facteurs—et aussi, en partie j'espère, grâce à l'aide qu'elle a reçue l'année dernière, dans une certaine mesure—Sysco fait des progrès.

Et la Devco? Cette société a besoin de se faire secouer un peu. Elle n'est pas si mauvaise, mais elle fonctionne au ralenti depuis trop longtemps. Il est temps que la Devco commence à jouer son rôle premier, c'est-à-dire l'extraction plus efficace du charbon—et qu'elle s'occupe moins de ses activités connexes. Prenons le Holiday Inn comme exemple concret. Ce bâtiment appartient à la Devco. Il pourrait être agrandi, je le sais. Cela pourrait fournir plus d'emplois, plus de travail, mais cela ne les intéresse pas. Récemment aussi, la Devco a engagé un professeur de l'Université York pour faire de la planification d'entreprise. N'y a-t-il personne au Cap-Breton qui en soit capable?

J'estime que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. De Bané) devrait se pencher sur la Devco, car on pourrait l'utiliser de façon plus efficace afin d'apporter l'aide économique dont cette région a tellement besoin et que l'on oublie pour l'instant à cause des événements économiques et qui a été très lente à récupérer, en partie parce que le gouvernement n'a pas pris de mesures novatrices ou importantes pour lui faire faire ce qu'elle fait le mieux.

C'est le premier ministre (M. Trudeau) qui donne l'imprimatur au budget. C'est lui qui fixe les priorités avec l'aide du vice-premier ministre. Je suis sidéré par le climat qu'on a créé dans le pays. Je n'ai pas étudié les sciences politiques, je ne suis pas un expert des questions parlementaires ou historiques, mais je me demande pourquoi le premier ministre a si souvent adopté une attitude aussi acerbe. Tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sont rejetés—ce ne sont pas des vrais Canadiens ou ils sont contre l'intérêt national. Je me trompe peut-être, mais c'est ainsi que je le vois. Je me suis demandé pourquoi. Puis j'ai commencé à me souvenir de certaines choses épouvantables qu'il a dites à propos du parti qu'il dirige actuellement. J'ignore si cela peut ou non permettre de comprendre l'attitude qui semble semer le trouble dans tout le pays.

J'ai examiné certains de ses écrits. J'ai étudié une sorte d'anthologie, intéressante à lire. Il l'a publiée lorsqu'il était ministre de la Justice. Cela s'intitule: «Le fédéralisme et les Canadiens français». C'est un ouvrage intéressant, mais je n'ai

Le budget—M. MacKay

pas le temps de vous en lire de nombreux extraits. Une chose qui m'inquiète et qui inquiète également de nombreux hommes politiques, c'est la polarisation des votes au Canada; il faudrait que le parti libéral ait quelque députés en Alberta, que le parti conservateur ait quelques députés au Québec. Cependant, le NPD ne peut espérer en avoir nulle part. Après les prochaines élections, ils seront comme les Créditistes: disparus de la carte.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. MacKay: Je dirai à la Chambre pourquoi ils seront partis. Jetez un coup d'œil sur l'ensemble de notre territoire...

M. Waddell: Rappelez-vous les grandes choses que vous avez faites pour les Maritimes.

M. MacKay: Le député veut connaître les grandes choses que nous avons faites pour les Maritimes. Pendant des années, le parti conservateur était le parti «socialiste» de la Nouvelle-Écosse à l'époque où Bob Stanfield était premier ministre.

Dans son livre, l'actuel premier ministre parle de l'histoire du parti libéral au Québec. Le chapitre en question s'intitule: «De quelques obstacles à la démocratie au Québec». Voici ce qu'on peut y lire à la page 123:

Mais le pouvoir comporte des responsabilités et sans doute les libéraux faillirent-ils à s'acquitter des leurs. Un parti ne saurait recevoir l'appui d'une majorité de l'électorat pendant plus d'un demi-siècle, sans accepter une part de responsabilité pour l'immaturité politique de cet électorat. Si les Canadiens français, même de nos jours, ont appris si peu de choses sur la démocratie, s'ils en faussent le mécanisme d'une manière si choquante, s'ils sont tentés si constamment par l'autoritarisme, c'est, pour une large part, que le parti libéral fut incroyablement négligent à remplir son devoir politique. Au lieu d'enseigner à l'électorat canadien français à croire à la démocratie, les libéraux se contentaient de cultiver son ignorance et ses préjugés.

Je crois que c'est inadmissible. Je ne suis pas d'accord avec cela mais c'est écrit dans le livre. Et l'auteur continue ainsi:

Mais, en réalité, le parti libéral fédéral, pendant la plus grande partie de son existence, fut composé d'anglophones en très grande majorité. A mon avis, il faut reprocher à cette majorité de grandes fautes d'omission, qui comptent parmi les causes du retard du Québec en matière de démocratie... L'incompétence patente du député libéral moyen du Québec faisait bien l'affaire du gouvernement qui n'avait besoin que d'un troupeau d'ânes savants quand venait le temps de voter. Les stratèges du parti ont été forcés de trouver un leader durable et acceptable...

Et il les a traités d'«ânes». Sachant qu'il dit cela des membres de son propre parti, je comprends mieux pourquoi il agit de la sorte avec certains gouvernements provinciaux qui sont en désaccord avec lui.

J'ai presque épuisé mon temps de parole. J'aimerais toutefois faire allusion au débat constitutionnel qui doit se dérouler à nouveau dans cette enceinte. J'ose espérer que la qualité exceptionnelle du débat va se maintenir. Je lisais l'autre jour un passage de James Russell Lowell qui, j'espère, résume assez bien l'attitude des députés de tous les partis en réponse aux besoins de leurs administrés. Il faisait allusion à un homme prêt à sacrifier la moitié de sa réputation au nom de la liberté de pensée. Que sa cause fût juste ou non, là n'est pas la question, mais cet homme était prêt à perdre le restant de sa réputation au nom de son droit de parole. C'est exactement ce que les membres du Parlement veulent faire—exercer leur droit de parole—et si le gouvernement veut bien apporter son concours, ils pourront le faire.